



# État des lieux des arts de la rue en Centre-Val de Loire

**2022**

## **Remerciements :**

Merci à la FARRCe, en particulier à Michèle et Virginie pour le travail d'identification des structures régionales.

Merci à la FNAR et à la Férue, pour la transmission du contenu méthodologique utilisé lors du travail d'Observation Participative et Partagée mené au national.

Merci à Inès, notre apprentie au sein de Métiers Culture chargée de l'administration des questionnaires, en particulier des relances téléphoniques des structures, artistes et technicien·nes.

## Table des matières

1	Introduction .....	4
1.1	Le besoin de mieux connaître les arts de la rue en Centre-Val de Loire .....	4
1.2	Méthodologie de l'enquête .....	4
1.3	Précautions d'interprétation.....	5
2	Les compagnies et structures .....	8
2.1	Activités et territoire(s) d'exercice .....	8
2.1.1	Esthétiques principales et activités exercées par les structures répondantes ..	8
2.1.2	Territoires d'exercice des répondants .....	10
2.2	Structuration juridique des structures .....	11
2.3	Labellisations et conventionnements des structures.....	12
3	Les artistes et technicien·nes .....	15
3.1	Activités et territoire(s) d'exercice .....	15
3.1.1	Activités exercées par les artistes et technicien·nes répondant·es .....	15
3.1.2	Territoires d'exercice des répondants .....	16
4	L'emploi dans les arts de la rue en Centre-Val de Loire .....	18
4.1	Le recours à l'emploi dans les compagnies et structures .....	18
4.1.1	L'emploi en CDI.....	20
4.1.2	L'emploi en CDD .....	21
4.1.3	L'emploi en CDDU .....	21
4.1.4	L'emploi mutualisé et mises à disposition .....	22
4.1.5	Recrutement et besoins en main d'œuvre .....	23
4.2	Profils socio-économiques des artistes et technicien·nes.....	25
5	Les besoins en compétences, formations et accompagnements.....	28
5.1	Des compagnies et structures.....	28
5.2	Des artistes et technicien·nes .....	32
6	Conclusions et perspectives .....	35

# 1 Introduction

## 1.1 Le besoin de mieux connaître les arts de la rue en Centre-Val de Loire

Cette enquête a été réalisée par Métiers Culture sur demande de la FARRCe (Fédération des Arts de la Rue en région Centre).

Née en janvier 2009, la FARRCe fédère les compagnies, les lieux, les festivals, les artistes, les techniciens et tous ceux qui se revendiquent des Arts de la Rue. Elle a pour but de sensibiliser le Public, les professionnel·les de la Culture, les médias, les élu·es locaux·ales... aux Arts de la Rue. En complémentarité de la Fédération Nationale, elle participe à aider les décideur·euses politiques sur certaines questions culturelles et apporte son soutien (juridique, technique...) aux structures des Arts de la Rue qui en ont besoin. La FARRCe compte en 2022 17 adhérent·es dont :

- 13 structures (10 compagnies et 3 lieux d'accueil/diffusion)
- 4 adhérent·es individuels (artistes)

Suite aux rencontres professionnelles annuelles à l'automne 2021, les adhérent·es de la FARRCe ont partagé le besoin de recenser et cartographier les artistes, technicien·nes, compagnies et structures accueillantes ou aidantes des arts de la rue en Centre-Val de Loire. L'emploi et les besoins en formation dans les arts de la rue régionaux n'ont également jamais été observés/quantifiés.

La FARRCe a ainsi sollicité Métiers Culture, sur sa mission d'observation et de ressources de l'emploi et des besoins en formations et compétences dans la culture, fin 2021 pour être accompagnée sur la réalisation d'un panorama régional chiffré (avec cartographie) des arts de la rue, ainsi qu'un diagnostic des besoins en formation et compétences du secteur.

La Fédération ne dispose pas à ce jour de coordination salariée, compte peu d'adhérent·es et donc d'énergies pour mettre en œuvre ces projets. Elle ne possède pas non plus d'expertise sur les questions d'emploi, formation, compétences et la méthodologie d'enquête, d'où la sollicitation de Métiers Culture pour cet accompagnement.

## 1.2 Méthodologie de l'enquête

Un groupe de travail a été mis en place avec des adhérents de la FARRCe (Compagnie du Zest et Compagnie Lodela) et l'équipe de Métiers Culture pour réaliser cette enquête préalable et complémentaire à la création d'une cartographie régionale.

Ce groupe de travail s'est en partie basé sur la cartographie nationale des arts de la rue existante (qui n'est pas à jour et est incomplète en ce qui concerne la Région Centre- Val

de Loire au moment du lancement de l'enquête) et du travail d'Observation Participative et Partagée (OPP) menés par la Fédération nationale des arts de la rue.

Deux questionnaires ont été réalisés : l'un à destination des compagnies et structures, l'autre à destination des artistes et technicien·nes. Ces questionnaires reprennent des éléments de celui envoyé dans le cadre de l'OPP réalisée au niveau national, mais dans un format plus court et simplifié, pour ne pas freiner les répondant·es.

Les questionnaires ont été diffusés par mail entre le 20 juin et le 18 juillet 2022, à la base de données référençant les compagnies, festivals, et lieux œuvrant dans les arts de la rue en région transmise par la FARRCe. Après mise à jour par Métiers Culture, elle comportait au total 166 contacts identifiés<sup>1</sup>.

Il est important de préciser que nous ne disposons pas de base de données avec les contacts des artistes/technicien·nes lors du lancement de l'enquête, le travail de référencement des artistes et technicien·nes régionaux des arts de la rue n'ayant jamais été réalisé avant cette enquête. Le questionnaire pour les artistes et technicien·nes a été relayé à la même base de données « structure », certain·es représentant·s de compagnie/collectif étant également artiste ou technicien·ne, et ont donc répondu aux deux questionnaires, une fois pour leur compagnie/collectif, une autre fois en tant qu'artiste ou technicien·ne. Ce deuxième questionnaire a également été relayé par le bouche-à-oreille entre répondants et membres de la FARRCe, ce qui a permis la constitution d'une première base de données non-exhaustive des artistes et technicien·nes régionaux des arts de la rue.

Pour maximiser le nombre de réponses et donner plus de poids à la démarche, 149 structures/personnes ont été relancées par téléphone. Les questionnaires ont également été relayés à la DRAC et à la Région pour partage à leur base de données respectives.

Au final, 45 compagnies et structures ont répondu au premier questionnaire et 25 artistes ou technicien·nes au second.

Les données collectées ont été ensuite « nettoyées » (lecture individuelle des réponses et ré-encodage éventuel en cas d'incohérence) par Métiers Culture avant de faire l'objet d'un traitement statistique global, anonymisant les réponses sur les parties emplois et besoins en formation des structures.

### **1.3 Précautions d'interprétation**

Si l'on ne prend en compte que le questionnaire « compagnie et structure » pour lequel nous disposons d'une base de données initiale, le taux de réponse des compagnies et structures est de 27 % ce qui est dans la moyenne pour ce type d'enquête. Toutefois, le nombre de réponses total est trop faible pour mener une analyse exhaustive de l'activité, des emplois et besoins en formations arts de la rue en Centre-Val de Loire. La période à laquelle ont été administrés les questionnaires correspond à la période où les compagnies, structures et

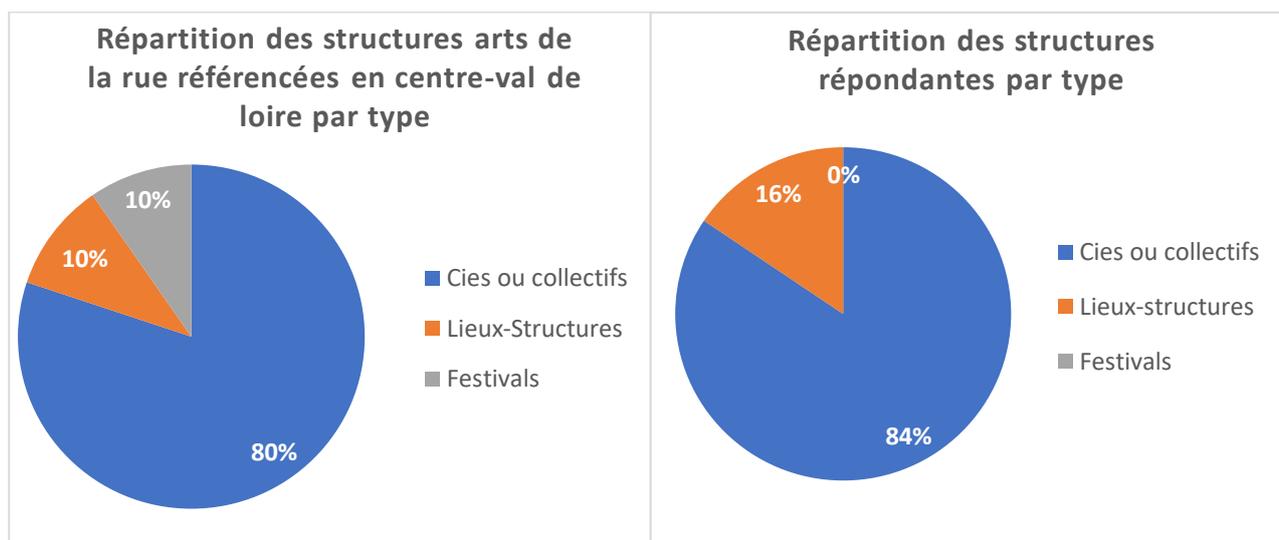
---

<sup>1</sup> Cette base de données a par ailleurs, fait l'objet [d'une cartographie régionale des acteur·rices des arts de la rue régionaux·ales](#) dans le cadre d'un travail parallèle mené par Métiers Culture sur demande de la FARRCe.

artistes/technicien·nes des arts de la rue ont le plus d'activités, ce qui peut expliquer ce faible nombre de réponses, malgré des relances téléphoniques contact par contact.

A ces premières précautions, il convient d'analyser également la représentativité de notre échantillon de répondants au questionnaire « structures et compagnies » par rapport aux contacts de notre base de données initiales.

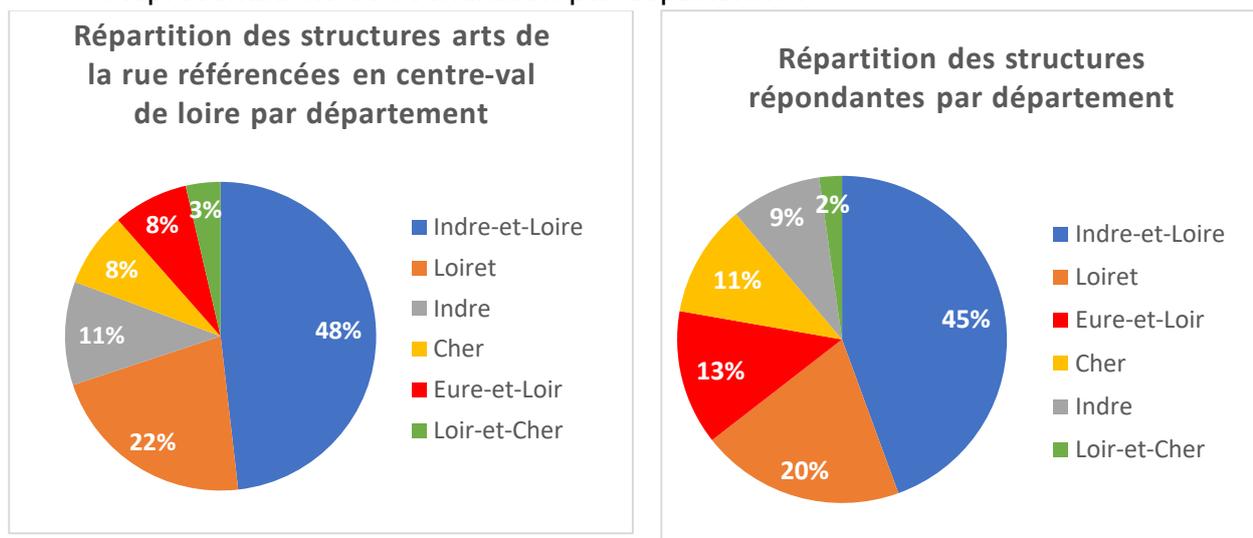
- Représentativité de l'échantillon par type de structure



\*La catégorie « Lieux-structures » regroupe des lieux de résidence, création, diffusion, ressource... en partie dédiés aux arts de la rue.

Si l'on compare nos répondants par rapport aux structures et compagnies identifiées dans notre base de données par type de structure, nous constatons d'abord qu'aucun festival parmi les 16 référencés n'a répondu au questionnaire structure, ce qui peut s'expliquer par la période d'administration de celui-ci. Cette absence de réponses des festivals entraîne nécessairement un taux de réponses plus important des compagnies/collectifs et lieux-structures à notre questionnaire par rapport à leur représentation dans notre base de données.

- Représentativité de l'échantillon par département



Si l'on compare nos répondants par rapport aux structures et compagnies identifiées dans notre base de données par département, la représentation de notre échantillon semble plutôt bonne, les proportions étant relativement identiques à quelques pourcentages près.

Les données présentées par la suite dans ce rapport nécessitent de la nuance et du recul dans leur analyse ; mais elles restent toutefois intéressantes et explicites pour apporter un premier éclairage en vue de chiffrer les arts de la rue en Centre-Val de Loire.

A cette première démarche quantitative, une approche qualitative des besoins autour de l'emploi, en formations et compétences des arts de la rue a été un temps envisagée avec :

- Un atelier d'échanges, d'analyse et de retours sur les premiers résultats chiffrés de l'enquête avec les adhérent·es de la FARRCe
- Des entretiens individuels avec des structures représentatives de la filière sur leurs besoins en formations et compétences menés par Ecopia, structure de formation et d'accompagnement du secteur culturel régional.

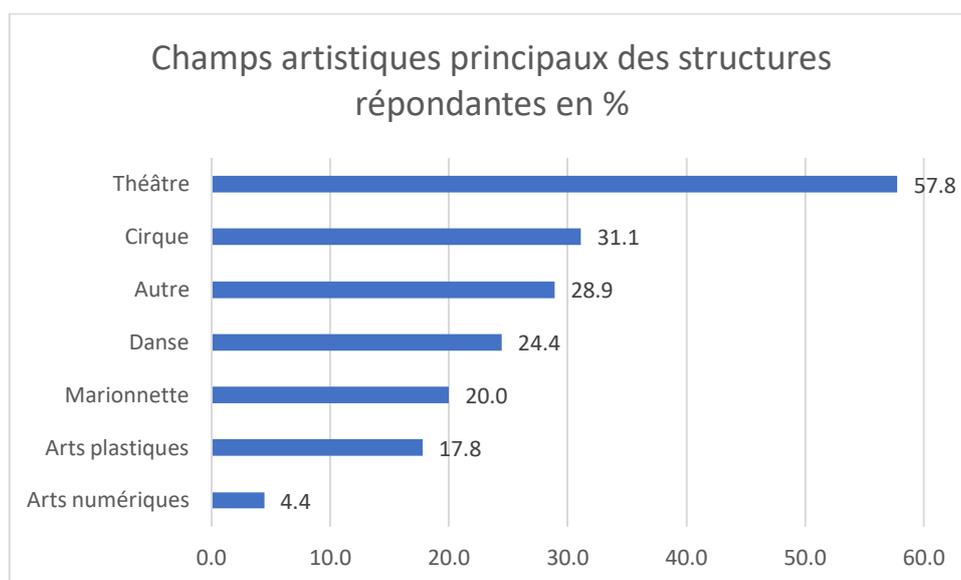
Toutefois, des soucis internes au sein de la FARRCe n'ont pas permis d'achever ce travail comme envisagé.

## 2 Les compagnies et structures

Cette partie présente uniquement les résultats de la première partie du questionnaire « compagnies et structures » qui comptabilise 45 réponses.

### 2.1 Activités et territoire(s) d'exercice

#### 2.1.1 Esthétiques principales et activités exercées par les structures répondantes

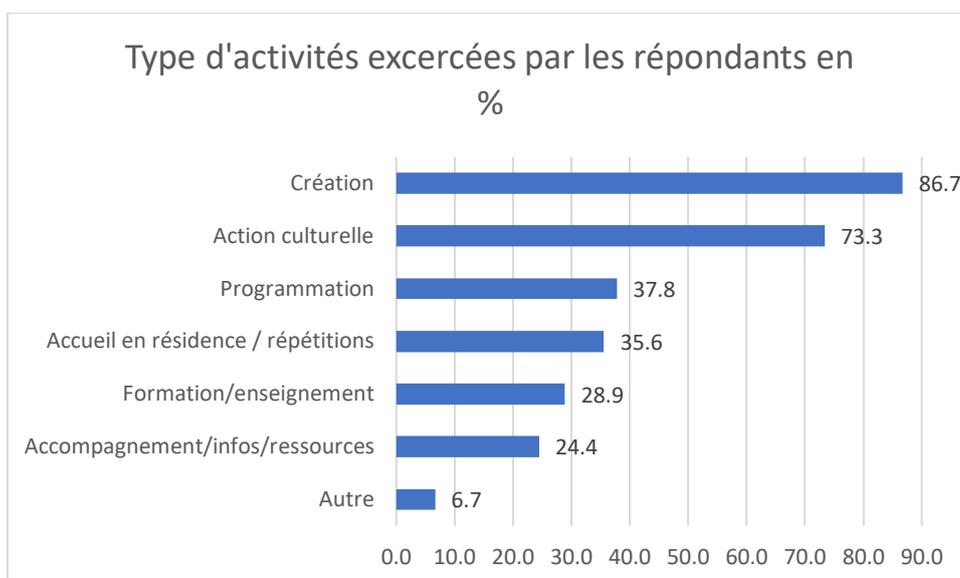


Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

Lecture : 57,8 % des structures répondantes ont au moins pour champ artistique principal le théâtre.

Les réponses « autre » n'ont pas été précisées dans la majorité des cas. Toutefois, au regard des réponses aux questionnaires artistes et technicien·nes (p.12), nous pouvons supposer que certaines structures interrogées ayant répondu « autre », exercent également une partie de leurs activités dans le domaine de la musique (ce choix ayant par erreur été oublié dans les propositions de réponse à la question). 2 répondants ont tout de même précisé qu'il s'agissait d'activités autour du livre et de la lecture et un sur le dressage d'animaux domestiques.

Près de la moitié des répondants (21) se sont identifiés comme pluridisciplinaires.



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

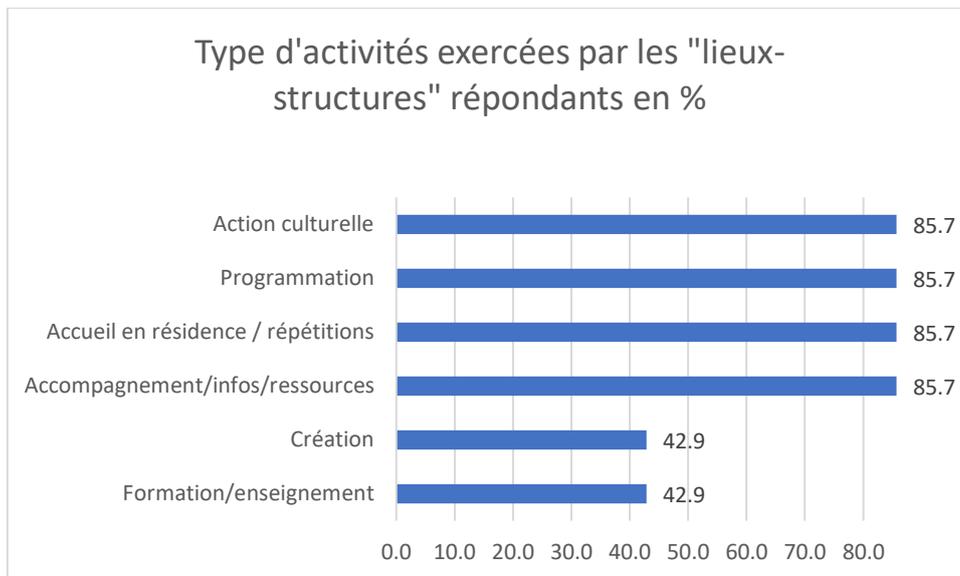
Lecture : 86,7 % des structures répondantes ont au moins pour activité la création.

Pour les « autres activités » exercées, la mention sur les 3 compagnies répondantes ayant coché « autre » indique qu'ils ont soit une activité de création vidéo, soit de déclarations salariales (fiche de paie des artistes), rédaction de contrats de cession et diffusion de spectacles, soit d'exploitation de lieux (production et diffusion).

Pour plus de précisions et de justesse dans l'analyse, il convient de distinguer ici les lieux-structures et les compagnies, qui n'ont pas les mêmes activités.



Nous remarquons sans surprise que la quasi-totalité des compagnies répondantes ont au moins une activité de création. L'autre activité la plus pratiquée par les compagnies est l'action culturelle.



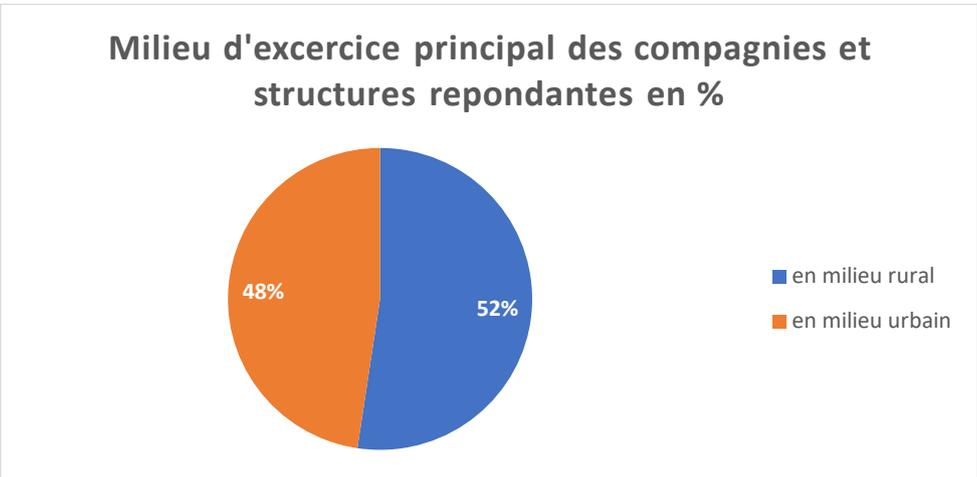
Pour les lieux-structures répondantes, les 4 activités principales mentionnées sont l'action culturelle, la programmation, l'accueil en résidence / répétitions et l'accompagnement/infos/ressources. Toutefois, il convient de considérer les résultats de ce graphique avec précaution, celui-ci étant réalisé sur la base de 7 réponses uniquement (sur les 17 lieux-structures référencés dans notre base de données).

### 2.1.2 Territoires d'exercice des répondants

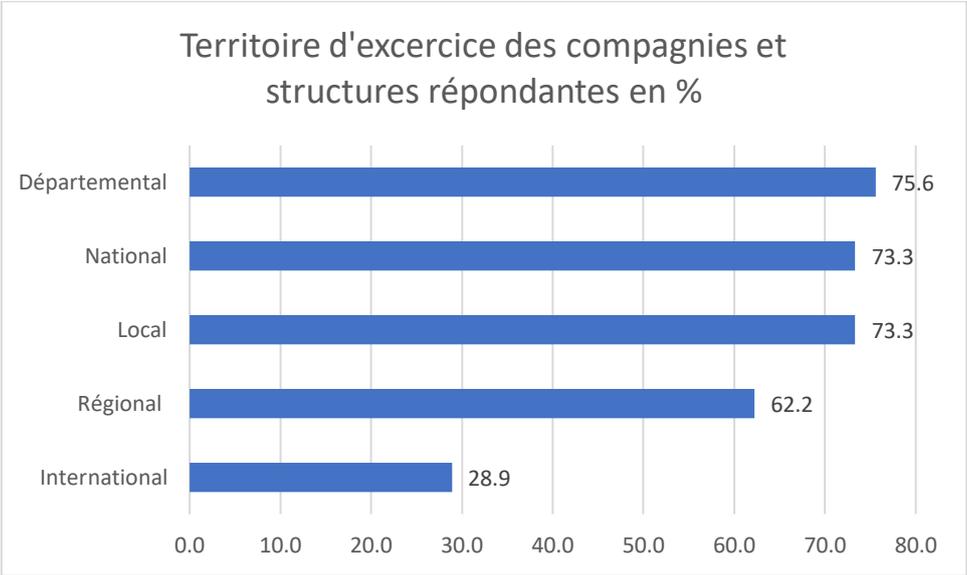


Lecture : 49 % des compagnies et structures interrogées exercent en partie leur activité dans l'espace public.

Sans surprise dans un questionnaire sur les arts de la rue, 96 % des structures répondantes exercent au moins une partie de leur activité dans l'espace public. Les deux structures qui ont répondu « non » sont des lieux-structures qui accueillent des compagnies et artistes en résidence et ont une mission d'accompagnement et d'informations/ressources, notamment des compagnies et artistes des arts de la rue.



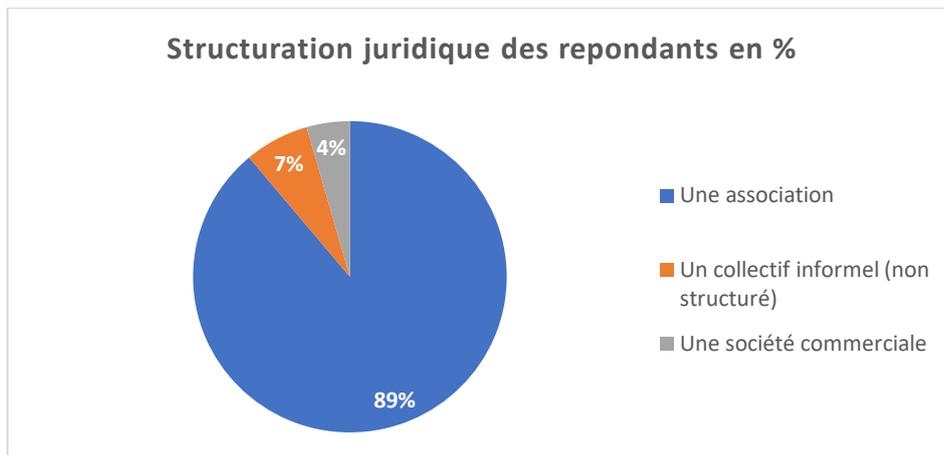
La question était à choix unique et 3 structures n'ont pas répondu à cette question.



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

Lecture : 75,6 % des structures répondantes exercent en partie leur activité sur leur département.

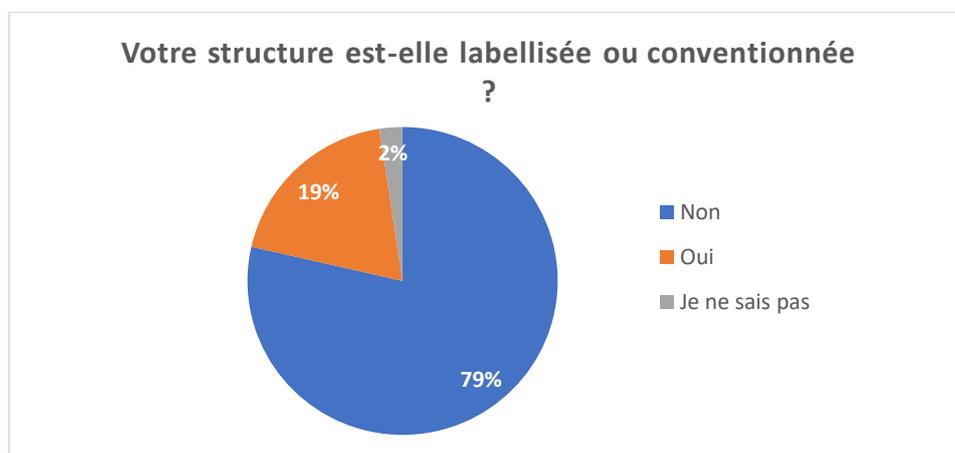
## 2.2 Structuration juridique des structures



89 % des structures répondantes ont un statut associatif. Aucune structure n'est publique, ce qui n'est pas surprenant puisqu'une seule structure publique a été référencée dans notre base de données. Les deux sociétés commerciales sont structurées en Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) pour l'une et en Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL) pour l'autre.

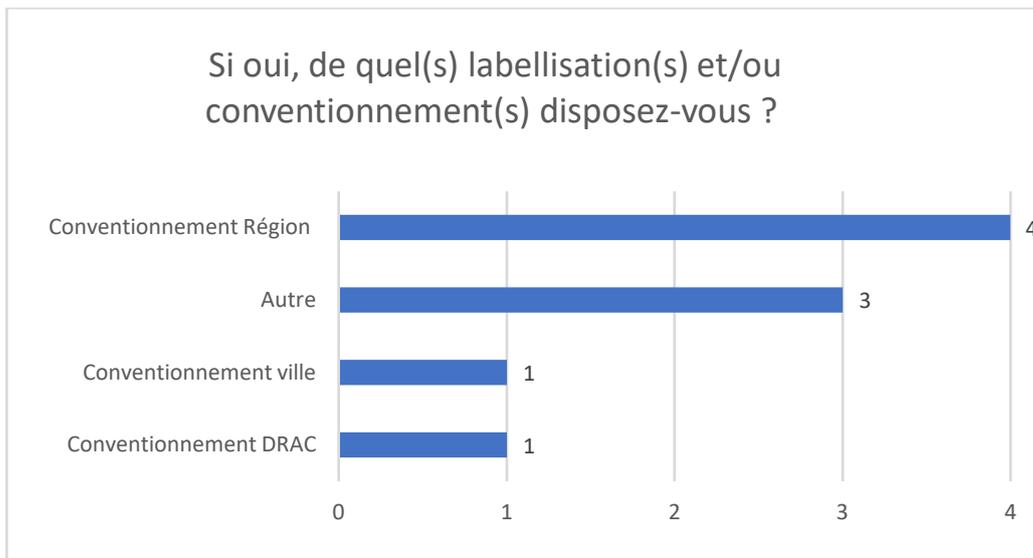
Les structures répondantes ont été créées en moyenne en **2014**. L'âge moyen des structures répondantes est donc **de 8 ans**. La plus ancienne a été créée en 1983 et la plus récente en 2020.

### 2.3 Labellisations et conventionnements des structures



Parmi les 42 répondants à cette question, plus des  $\frac{3}{4}$  ne sont pas labellisés ou conventionnés. Toutefois, parmi ces structures non-labellisées au moment de la passation du questionnaire, 3 ont déjà été labellisées par le passé. Pour deux de ces structures qui ont déjà été conventionnées mais qui ne le sont plus actuellement, la fin du conventionnement s'explique par l'arrêt unilatéral de la collectivité concernée. Pour la 3<sup>ème</sup> ayant déjà été conventionnée par le passé, cela s'explique par la fin du projet concerné par cette convention.

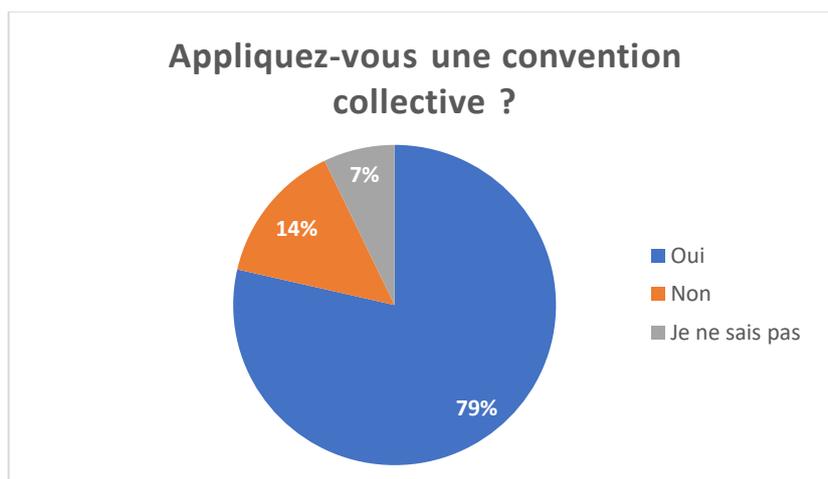
Parmi les 8 structures répondantes conventionnées, 2 sont des « lieux-structures » et 6 des compagnies.



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

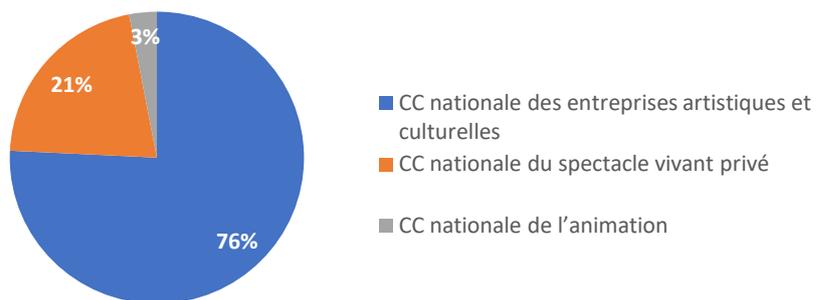
Lecture : 4 répondants ont a minima une convention avec la Région.

Un seul répondant a deux conventions. Aucun répondant n'est conventionné avec les Centres Nationaux des Arts de la Rue et de l'Espace Public (CNAREP) ou n'est une scène conventionnée ou une compagnie nationale. Aucun répondant ne possède également de conventionnement pluriannuel direct avec le ministère de la Culture. Parmi les autres conventionnements renseignés, il s'agit d'un conventionnement avec une communauté de communes et deux conventionnements spécifiques aux « lieux-structures » : un tripartite (DRAC/Région/Commune) « Atelier de Fabrique Artistique » et l'autre, un conventionnement « Espace de Vie Sociale » avec la CAF départementale.



Les 6 structures-répondantes qui disent ne pas appliquer de convention collective sont toutes des compagnies (dont 4 compagnies non-employeuses).

### Si oui, de quelle convention collective s'agit-il ?



Plus des trois quarts des structures répondantes appliquent la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

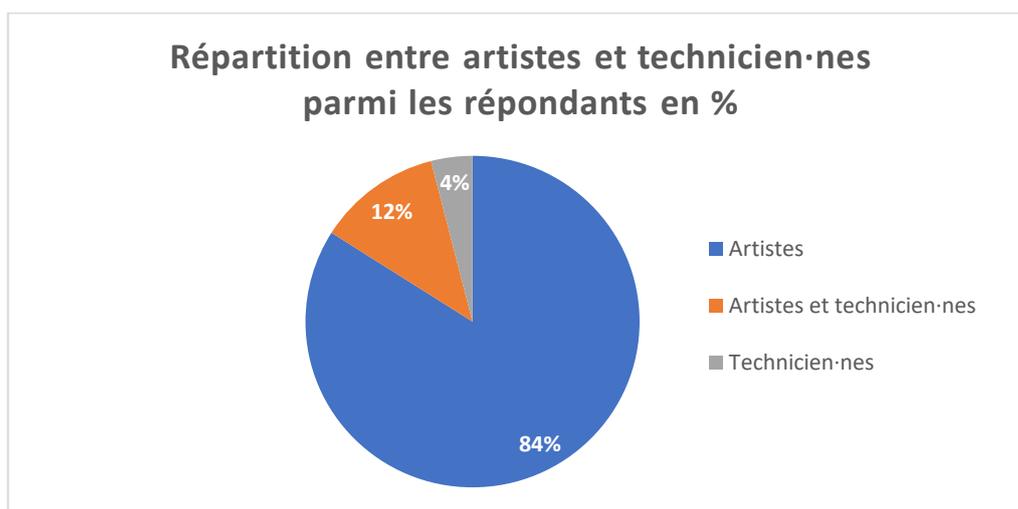
### 3 Les artistes et technicien·nes

Cette partie présente uniquement les résultats de la première partie du questionnaire « Artistes et technicien·nes » qui comptabilise 25 réponses. Le très faible nombre de réponses à ce questionnaire, compte-tenu de l'absence de base de données régionales référençant les artistes et technicien·nes régionaux·ales, incite à la plus grande prudence sur l'utilisation des données présentées.

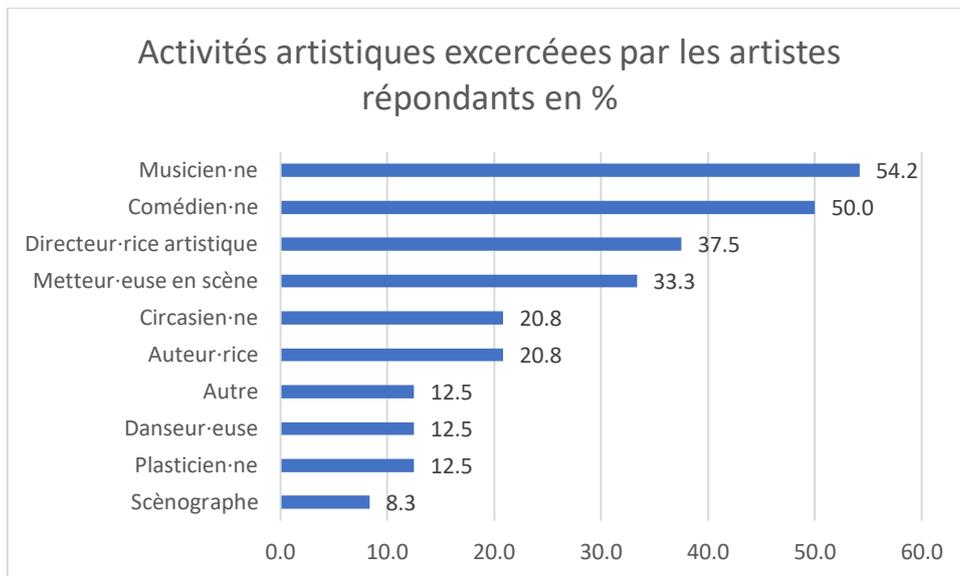
Toutefois les résultats présentés ci-dessous peuvent laisser apparaître certaines tendances ou pratiques qu'il conviendrait de confirmer ou d'infirmer dans le cadre d'une nouvelle enquête administrée à une population mère mieux référencée, et/ou bien de mettre en débat lors d'un temps d'échanges afin d'apporter des éléments qualitatifs à ces analyses.

#### 3.1 Activités et territoire(s) d'exercice

##### 3.1.1 Activités exercées par les artistes et technicien·nes répondant·es



Les artistes et technicien·nes interrogé·es ont démarré leur activité artistique et/ou technique en moyenne en 1997 et ont donc 25 ans d'expérience dans le secteur en moyenne.

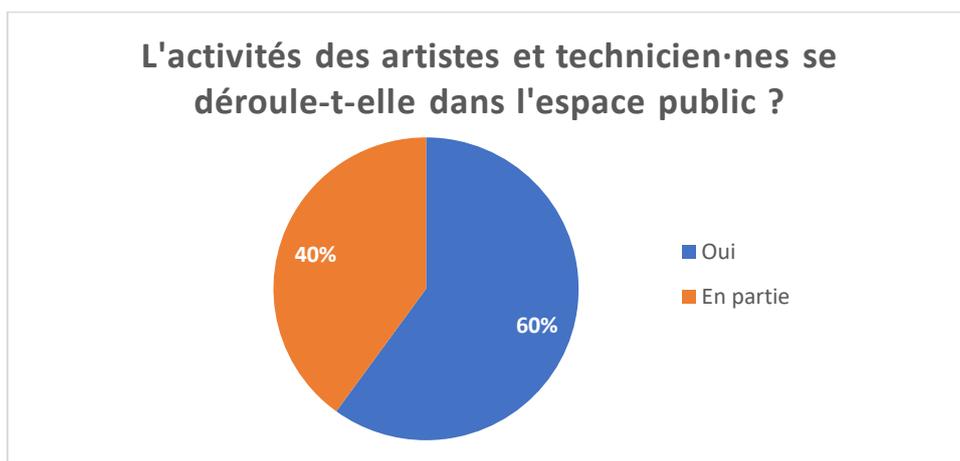


Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

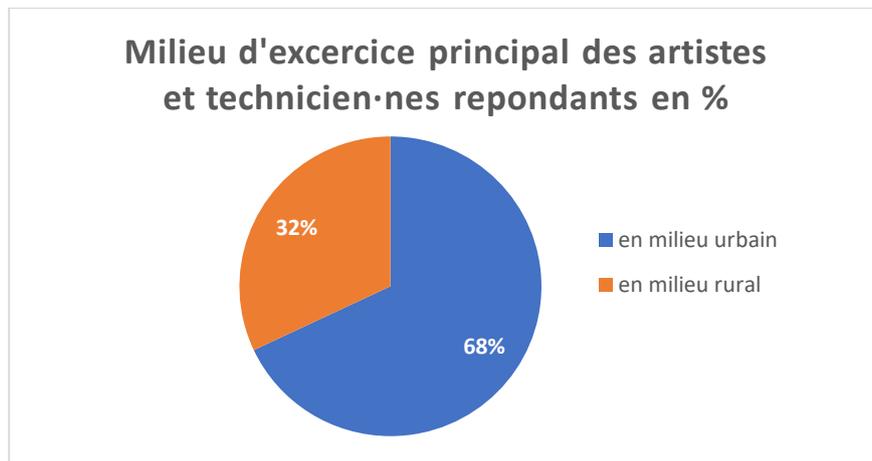
Lecture : 54,6 % des artistes ayant répondu·es au questionnaire ont une activité de musicien·ne.

Parmi les 3 répondants exerçant une autre activité, un répondant est marionnettiste, un autre est chargé de production en plus de son activité de comédien et le dernier n'a pas précisé sa réponse.

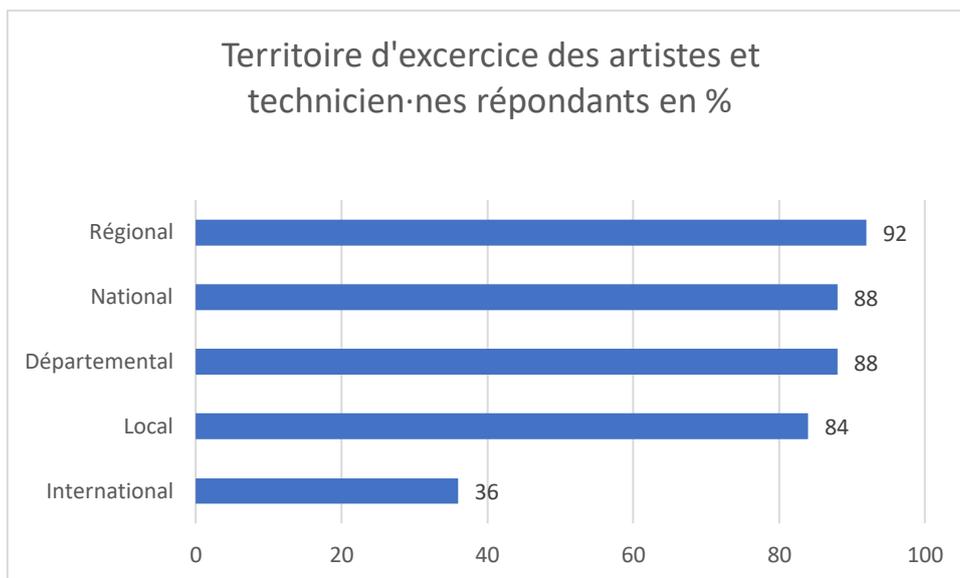
### 3.1.2 Territoires d'exercice des répondants



Lecture : 60 % des artistes et technicien·nes interrogé·es exercent toute leur activité dans l'espace public.



Lecture : 68 % des artistes et technicien·nes interrogé·es exercent leur activité principalement en milieu urbain.

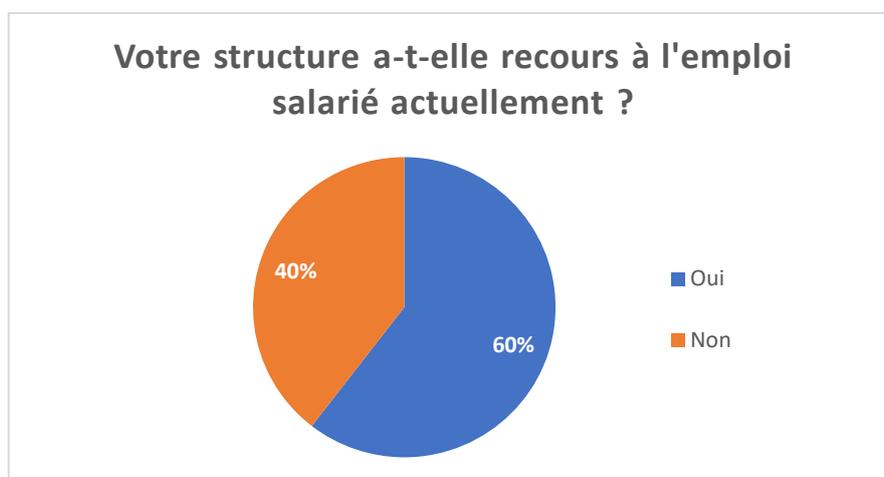


Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

Lecture : 92 % des artistes et technicien·nes répondant·es exercent en partie leur activité à l'échelle régional.

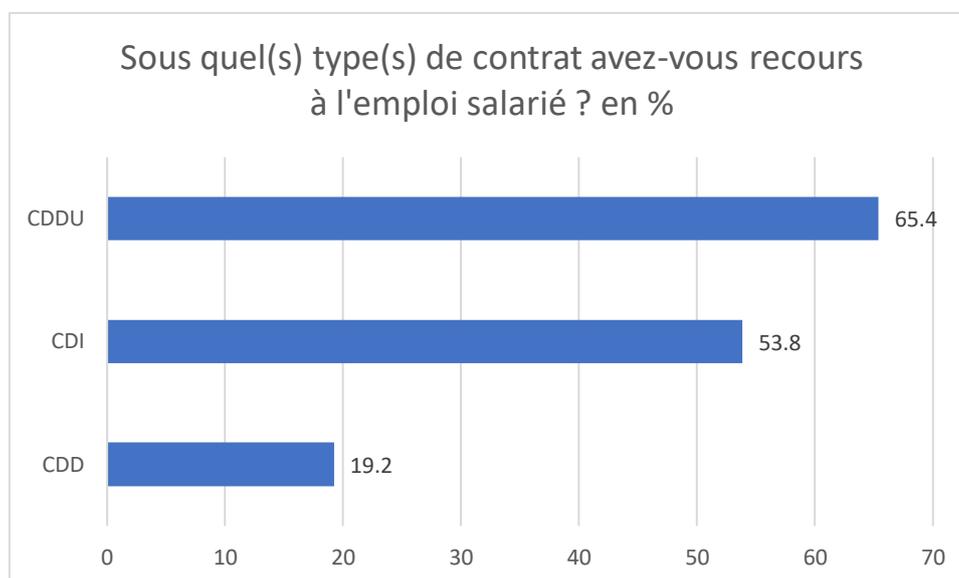
## 4 L'emploi dans les arts de la rue en Centre-Val de Loire

### 4.1 Le recours à l'emploi dans les compagnies et structures



Sur les 45 répondants au questionnaire « compagnie et structure », 43 ont répondu aux questions sur l'emploi. 26 répondants à ces questions ont actuellement recours à l'emploi salarié, soit plus de la moitié des 43 répondants à ces questions.

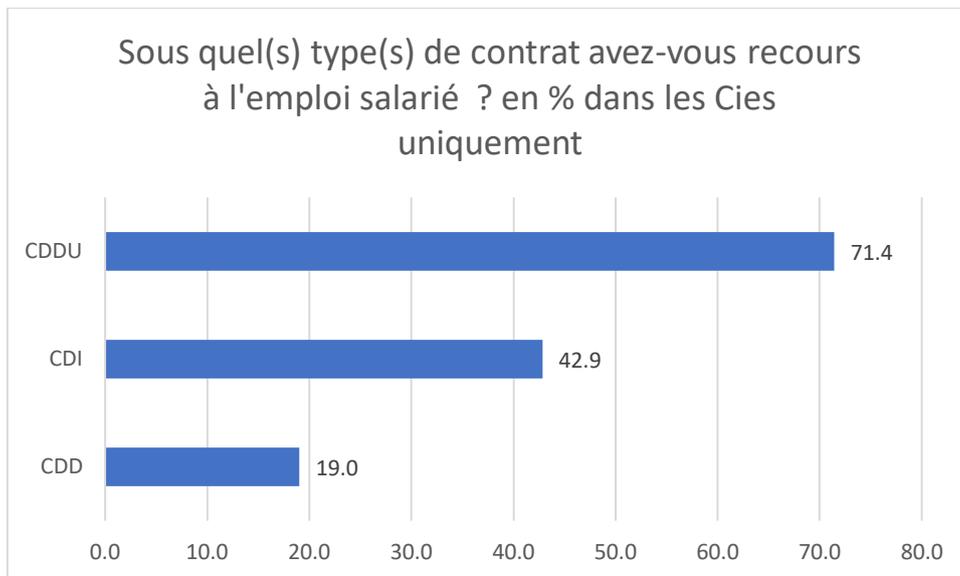
Toutefois, 6 des structures répondantes n'ayant actuellement pas recours à l'emploi salarié, y ont déjà eu recours par le passé.



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

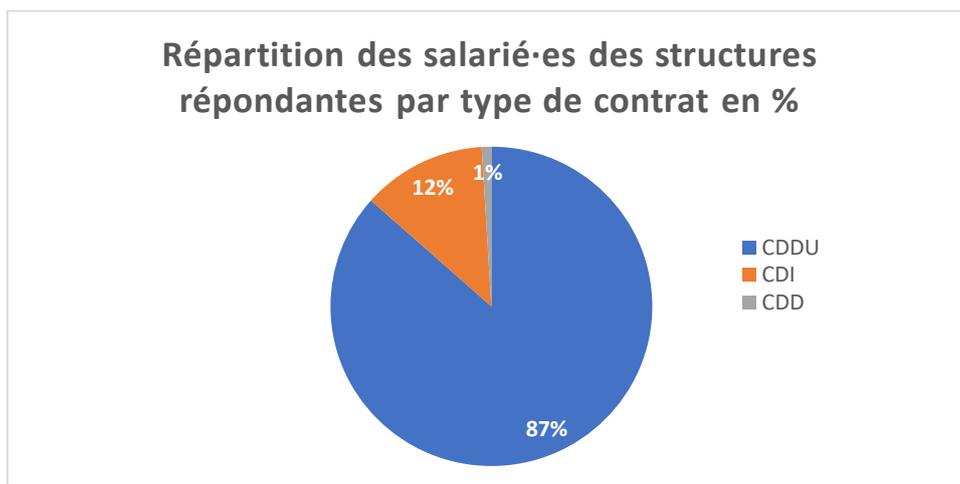
Lecture : 65,4 % des répondants ayant actuellement recours l'emploi salarié embauchent au moins en CDDU.

Si l'on retire les 5 « lieux-structures » qui ont répondu à cette question, on remarque sans surprise que les compagnies ont encore plus recours à l'embauche en CDDU.



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

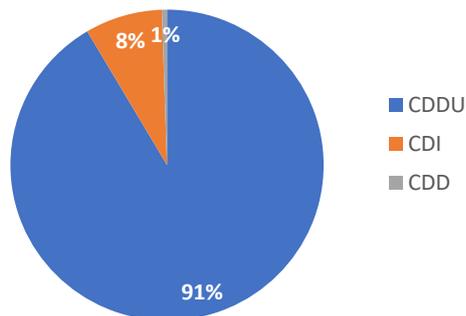
Lecture : 71,4 % des compagnies répondantes ayant actuellement recours à l'emploi salarié embauchent au moins en CDDU.



Lecture : 87 % des salarié·es embauché·es dans les compagnies et structures sont en CDDU.

Si l'on concentre les réponses à ces questions uniquement sur les compagnies, le recours au CDDU est encore plus répandu.

### Répartition des salarié·es des compagnies répondantes par type de contrat en %



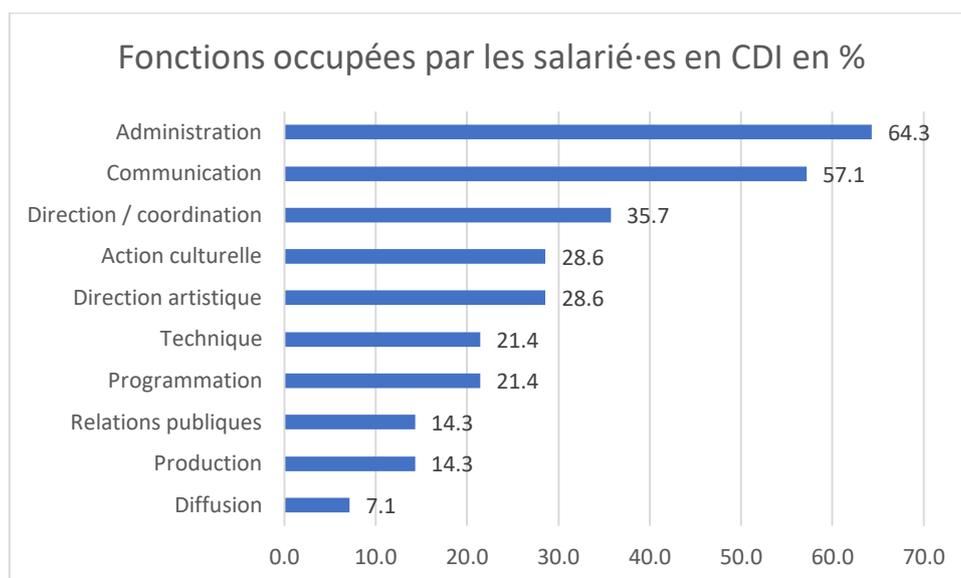
#### 4.1.1 L'emploi en CDI

Les 14 structures ayant des salarié·es en CDI, embauchent **26 personnes** sous ce type de contrat :

- **Il y a ainsi en moyenne presque 2 salarié·es en CDI par structures répondantes** (compagnies et « lieux-structures » confondus).
- **Ces 26 contrats en CDI représentent 19,41 ETP** soit une moyenne **0,74 ETP** par contrat en CDI.
- Sur ces 26 personnes en CDI, **14 sont des femmes (soit 53,8 % des salarié·es en CDI)**.

Toutefois, si on se concentre uniquement sur les 9 compagnies ayant recours au CDI, le nombre de salarié·es en CDI est de **16** :

- **La moyenne du nombre de salarié·es en CDI dans les compagnies est de 1,5.**
- Les 16 contrats en CDI représentent **10,6 ETP** soit une moyenne de **0,66 ETP** par contrat en CDI dans les compagnies.
- Sur ces 16 personnes en CDI dans les compagnies, **6 sont des femmes (soit 37,5 % des salarié·es en CDI des compagnies)**.



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

Lecture : 64,3 % des personnes embauchées en CDI ont une mission d'administration.

Sans surprise, les salarié-es en CDI dans les structures exercent essentiellement des fonctions supports (administration, communication et direction).

#### 4.1.2 L'emploi en CDD

Seules 2 structures sur les 5 embauchant en CDD ont répondu à l'intégralité des questions concernant leurs salarié-es en CDD (hors CDDU). Les résultats ne sont pas exploitables.

#### 4.1.3 L'emploi en CDDU

Les 17 structures ayant des salarié-es en CDDU, embauchent **180 personnes** sous ce type de contrat :

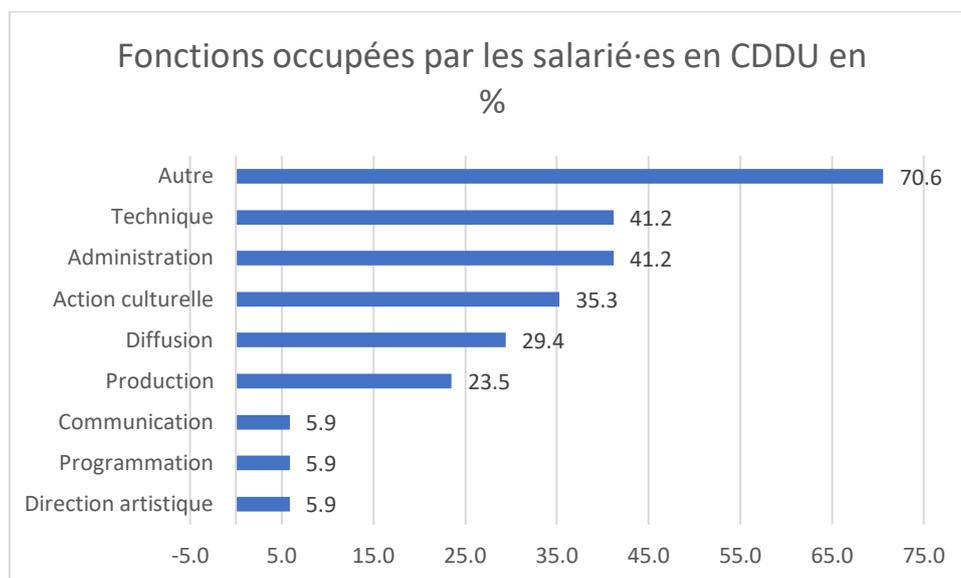
- **Il y a en moyenne plus de 10 salarié-es en CDDU embauchés par an par structures répondantes** (compagnies et « lieux-structures » confondus). Toutefois, la valeur médiane<sup>2</sup> de cette question est de **6 salarié-es en CDDU embauchés par an par structures répondantes**.
- Sur ces 180 personnes en CDDU, **83 sont des femmes (soit 46,1 % des salarié-es en CDDU)**.

Toutefois, si on se concentre sur les 15 compagnies ayant recours au CDDU, le nombre de salarié-es en CDDU dans les compagnies est de **172** :

- **Il y a en moyenne plus de 11 salarié-es en CDDU embauchés par an par compagnies répondantes**.

<sup>2</sup> Si on ordonne une distribution, la médiane partage cette distribution en deux parties d'effectifs égaux.

- Sur ces 172 personnes en CDDU dans les compagnies, **75 sont des femmes (soit 43,6 % des salarié-es en CDDU des compagnies).**



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

Lecture : 41,2 % des personnes embauchées en CDDU ont une fonction « technique ».

La fonction « autre » revient en tête ici. Malheureusement, la précision n'ayant pas été demandée aux répondant-es cochant cette case. Toutefois, la fonction « artiste » n'a pas été proposée dans les réponses par oubli du comité de pilotage lors de l'élaboration de l'enquête... On peut supposer que se lit en creux le fait que les fonctions « autres » occupées par les salarié-es en CDDU sont principalement « artistiques ».

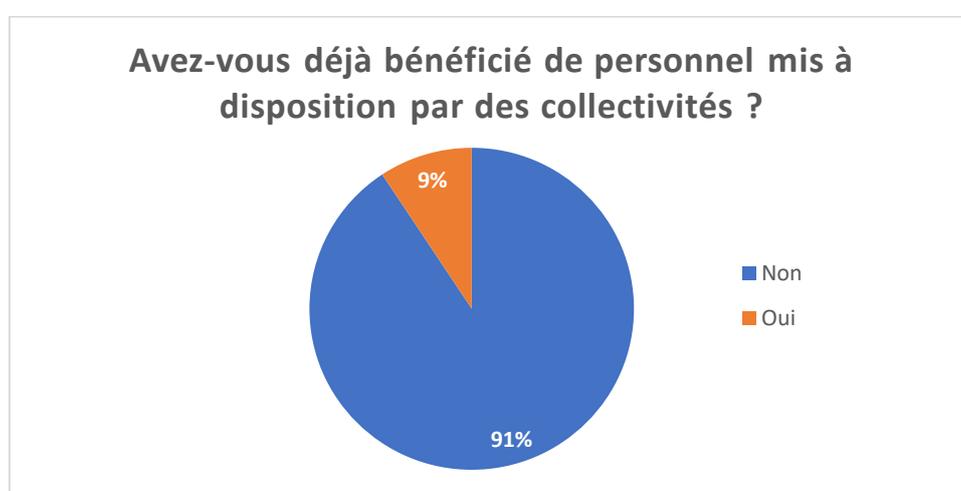
#### 4.1.4 L'emploi mutualisé et mises à disposition



Parmi les 33 répondants à cette question, 3 structures ont déjà eu recours à un emploi mutualisé. Là encore, la faiblesse de l'échantillon est loin de nous permettre d'obtenir des

analyses significatives de la mutualisation de l'emploi dans les arts de la rue, si ce n'est qu'elle est peu répandue. Toutefois :

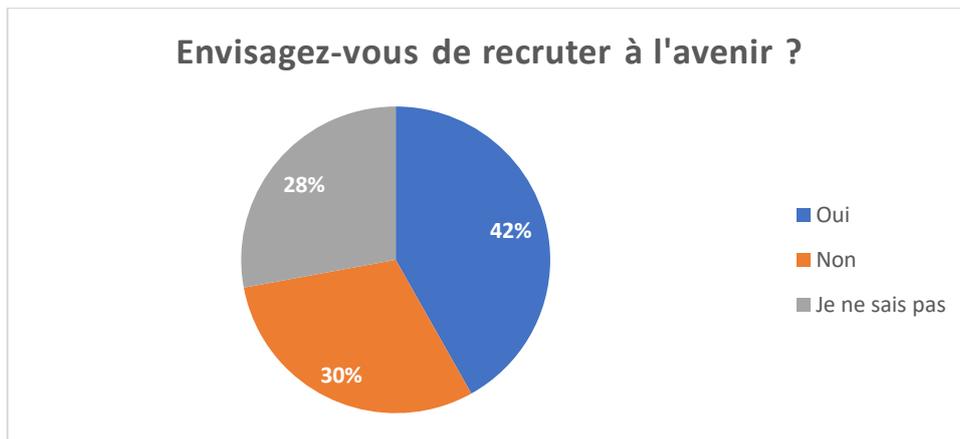
- Toutes les structures de notre échantillon ayant eu recours à des emplois mutualisés étaient des compagnies.
- Il s'agissait à chaque fois d'une seule personne concernée par structure.
- Pour 2 de ces structures, il s'agissait d'emplois en CDI et pour la dernière d'un emploi en CDD.
- Il s'agissait dans un cas d'un poste de chargé-e de diffusion/communication, d'un poste de direction/coordination dans un autre et d'un poste de chargé-e d'action culturelle dans le dernier cas.
- Les postes sont mutualisés entre 2 structures seulement dans les 3 cas (entre 2 compagnies dans 2 cas et entre une compagnie et un bureau d'accompagnement dans le dernier cas).



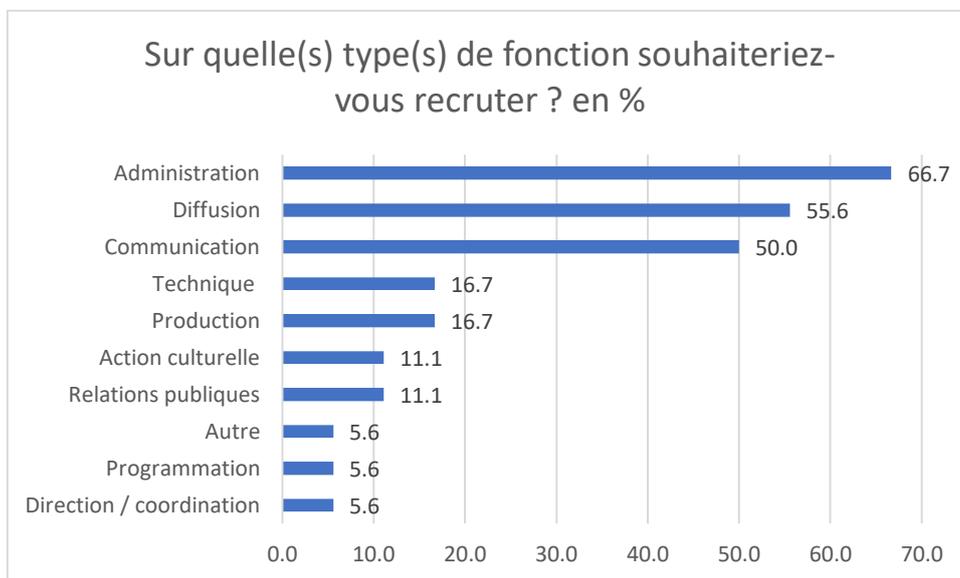
Sur les 43 répondants à cette question, 4 ont déjà bénéficié de personnel mis à disposition par des collectivités. Comme sur la question précédente, il n'est pas possible de généraliser les pratiques de mises à disposition de personnel à l'échelle de l'ensemble des structures des arts de la rue régionale. Toutefois :

- Toutes les structures de notre échantillon ayant eu recours à des emplois mis à disposition par des collectivités étaient des compagnies.
- Au total 9 personnes ont été mises à disposition par des collectivités sur ces 4 structures (cependant une seule structure a eu recours à 5 mises à disposition de collectivités).
- Il s'agissait dans les 4 cas de personnes sur des fonctions techniques.

#### **4.1.5 Recrutement et besoins en main d'œuvre**

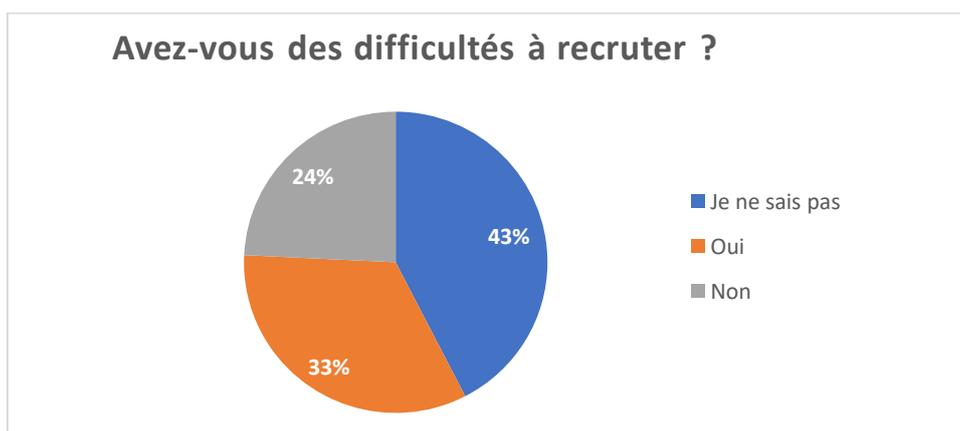


Sur les 43 répondants à cette question près de la moitié (18) envisagent de recruter à l'avenir. Les raisons évoquées par les 13 structures qui ne souhaitent pas recruter sont très majoritairement financières (activité trop faible pour se donner les moyens d'embaucher une nouvelle personne, pas de subventions pour l'emploi...).



Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

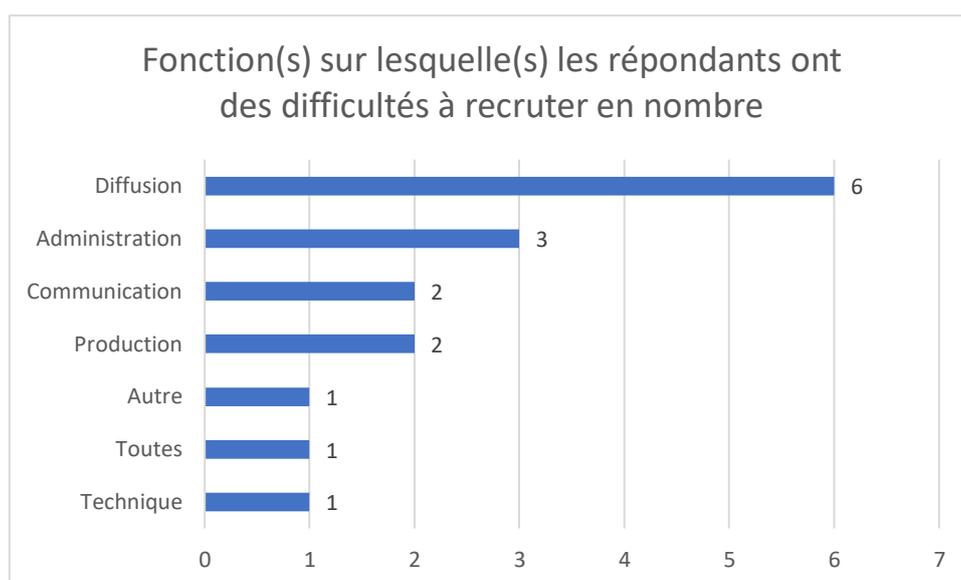
Lecture : 66,7 % des structures souhaitant recruter, aimeraient recruter sur des fonctions administratives.



Parmi les 33 structures ayant recours à l'emploi et ayant déjà eu recours à l'emploi salarié, 14 ne savent pas si elles ont des difficultés de recrutement.

Parmi les difficultés évoquées par les 11 structures déclarant avoir du mal à recruter sont renseignées :

- La difficulté à trouver le bon candidat à la bonne période (soit pour des raisons de calendrier pour les postes techniques très demandés sur des temps courts sur les mêmes périodes, soit par le peu de candidatures reçues et la qualité de celles-ci qui ne répondent pas toujours aux attentes des répondant·es...)
- Les raisons financières qui ne permettent pas de recruter de manière optimale

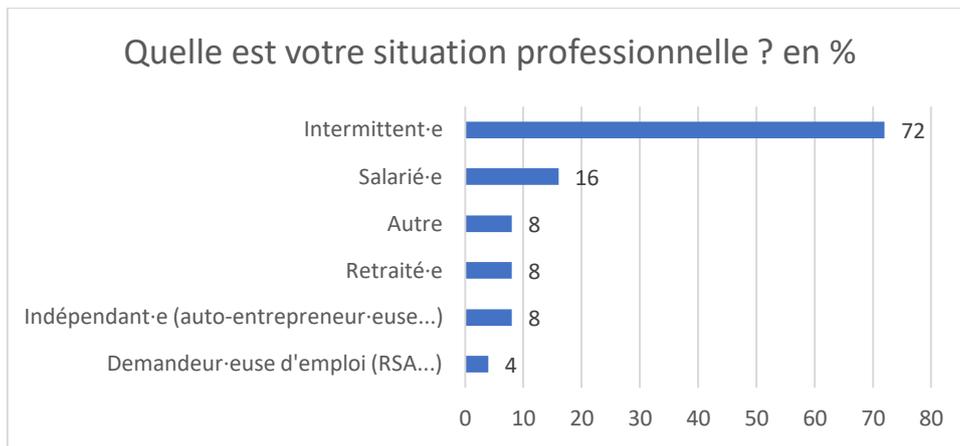


Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

Lecture : 6 des structures ayant des difficultés à recruter, ont du mal à embaucher sur des fonctions de chargé·e de diffusion.

## 4.2 Profils socio-économiques des artistes et technicien·nes

Pour rappel, les données présentées portent ici sur les 25 répondant·es au questionnaire « artistes et technicien·nes, ce qui rend les résultats très fragiles et difficilement généralisables.

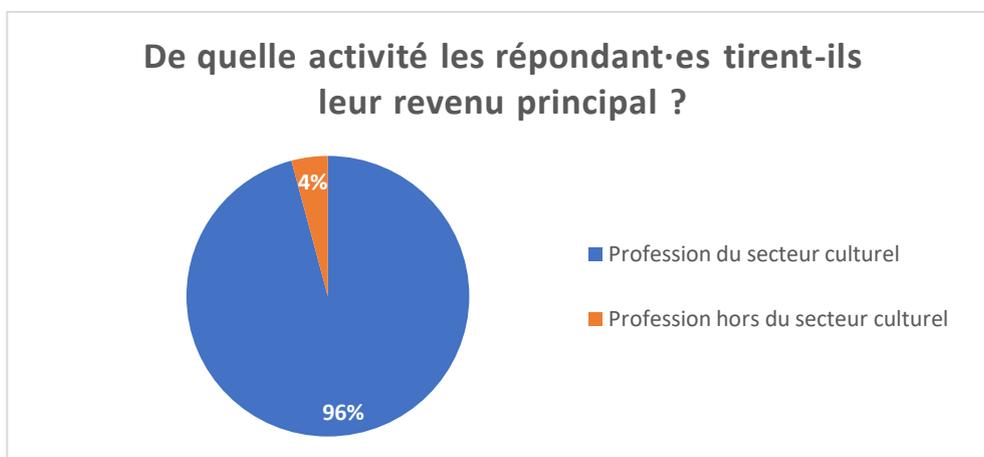


Plusieurs choix étaient possibles pour cette question.

Lecture : 72 % des artistes et technicien·nes répondants sont intermittent·es.

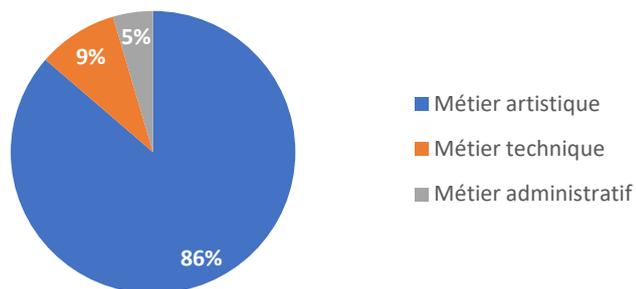
Parmi ces 18 répondants ayant le statut d'intermittent, 3 sont des primo-arrivant·es dans l'intermittence.

3 répondants cumulent plusieurs situations (un salarié/indépendant et retraité en même temps, une personne demandeuse d'emploi et indépendante en même temps et une personne nouvelle arrivante dans l'intermittence et employée de la fonction publique territoriale). Les « autres situations » sont une personne employée de la fonction publique territoriale et un stagiaire actuellement en formation.

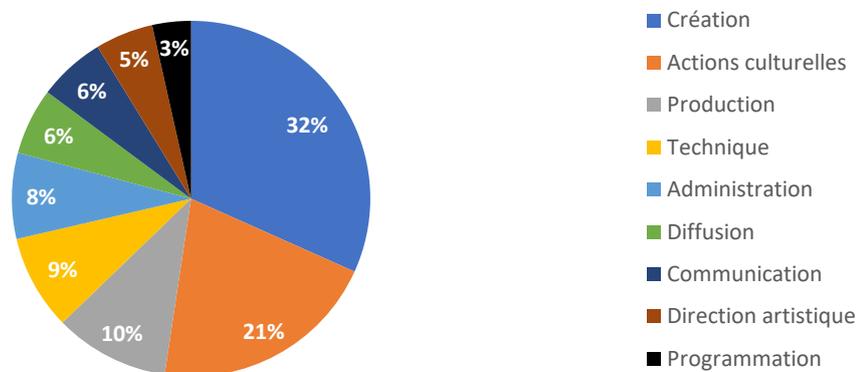


Une seule personne ne tire pas son revenu principal dans le secteur culturel. Ce résultat est à prendre avec du recul car le questionnaire « artistes et technicien·nes » a été diffusé à la même base de données que le questionnaire « compagnies et structures », base constituée principalement de responsables de compagnies également artistes qui ont pu répondre à ce questionnaire entraînant un possible biais dans les réponses.

### De quel type de métiers dans le secteur culturel tirez-vous votre revenu principal ?



### Répartition moyenne du temps de travail hebdomadaire passé par les artistes répondants



Ce graphique a été réalisé sur la base uniquement de 6 réponses complètes et exploitables. Il est donc là aussi à prendre avec le recul nécessaire.

## 5 Les besoins en compétences, formations et accompagnements

### 5.1 Des compagnies et structures

Différentes compétences citées	Je ne sais pas	J'ai des difficultés	Je me débrouille	Je suis à l'aise	Sans réponse
Sur la connaissance du cadre et des obligations légales relatives aux collaborations avec des artistes-auteur·rices	6	8	18	11	2
Sur la gestion-comptabilité de votre structure	1	5	16	22	1
Sur le développement et gestion de carrière artistique	7	8	17	9	4
Sur le développement et promotion des créations	2	15	17	8	3
Sur le développement et suivi de votre projet stratégique	2	13	15	12	3
Sur la stratégie commerciale et négociation, connaissance des réseaux culturels et recherches de débouchés	2	14	14	12	3
Sur la maîtrise de l'anglais professionnel dans la négociation de contrats à l'étranger, dans la relation à d'autres productions, à d'autres lieux de diffusion des oeuvres	12	13	12	2	6
Sur le développement de projets et recherches de financements	1	19	18	5	2
Sur le marketing culturel et communication	2	17	21	3	2
Sur le management d'équipe, encadrement de volontaires en services civiques, stagiaires et apprenties	10	7	13	9	6
Sur la gestion des Ressources humaines	8	5	16	11	5

Différentes compétences citées	Je ne sais pas	J'ai des difficultés	Je me débrouille	Je suis à l'aise	Sans réponse
L'utilisation des réseaux sociaux pour faire connaître ses activités et les développer	3	8	21	10	3
La captation vidéo et le livestream	9	15	13	3	5
Sur la transition écologique, égalité et inclusion, risques psychosociaux, protocoles sanitaires, attentats... chartes environnementale	7	5	23	6	4
Sur la mise en place d'un protocole contre les Violences et Harcèlements à caractère Sexuels et Sexistes	14	7	9	12	3
Sur la maîtrise de l'Autoproduction et de l'autodiffusion/distribution	5	6	19	10	5
Sur la médiation culturelle tous secteurs confondus : adéquation de cette compétence à la réalité des pratiques et des besoins	5	9	15	11	5
Sur la médiation numérique et digitalisation : réalité virtuelle, interactivité	21	8	9	0	7
Sur le développement des actions d'Éducation Artistique et Culturelle : mise en oeuvre des objectifs de l'état et des villes sur le label 100 % EAC	13	9	13	4	6
Sur le développement la fréquentation de son lieu de diffusion et création culturelle (faire revenir les publics)	15	1	21	1	7
Sur le maintien et le développement de son activité dans le contexte pandémie/post pandémie	5	10	20	5	5

La colonne « Sans-réponse » comptabilise le nombre de répondants qui ne se sont pas positionnés sur cette compétence. La consigne était de ne pas répondre si les répondants ne se sentaient pas concernés par la compétence en question.

En rouge, sont surlignées les compétences pour lesquelles plus de 10 structures sur les 45 répondants ont évoqué des difficultés.

En vert, sont surlignées les compétences pour lesquelles plus de 10 structures sur les 45 répondants se sentent à l'aise.

## Les compétences pour lesquelles les structures répondantes ont le plus de difficultés en nombre



Ne sont référencées dans ce graphique que les compétences pour lesquelles plus de 10 structures sur les 45 répondantes ont évoqué des difficultés.

Les compétences sur lesquelles les structures répondantes ont le plus besoin d'être formées se concentrent pour la majorité autour de la recherche de financements (identifier les aides, conventionnement, accompagnement au montage de dossiers de financements...), du développement et de la promotion de son activité (marketing, diffusion, communication...). Ce constat ressort également dans la question ouverte qui a suivi.

Toutefois, les difficultés évoquées sur les compétences « *développement et suivi de votre projet stratégique* » et « *stratégie commerciale et négociation, connaissance des réseaux culturels et recherches de débouchés* » sont à nuancer : 12 répondant·es se déclarent à l'aise sur chacune de ces deux compétences.

### Les compétences pour lesquelles les structures répondantes sont à l'aise en nombre



Ne sont référencées dans ce graphique que les compétences pour lesquelles plus de 10 structures sur les 45 répondantes ont évoqué se sentir à l'aise.

La compétence qui revient largement en tête des compétences maîtrisées par les structures répondantes est la gestion-comptabilité. Là aussi les compétences « *développement et suivi de votre projet stratégique* » et « *stratégie commerciale et négociation, connaissance des réseaux culturels et recherches de débouchés* » sont à nuancer au regard des difficultés évoquées par d'autres répondants.

## 5.2 Des artistes et technicien·nes

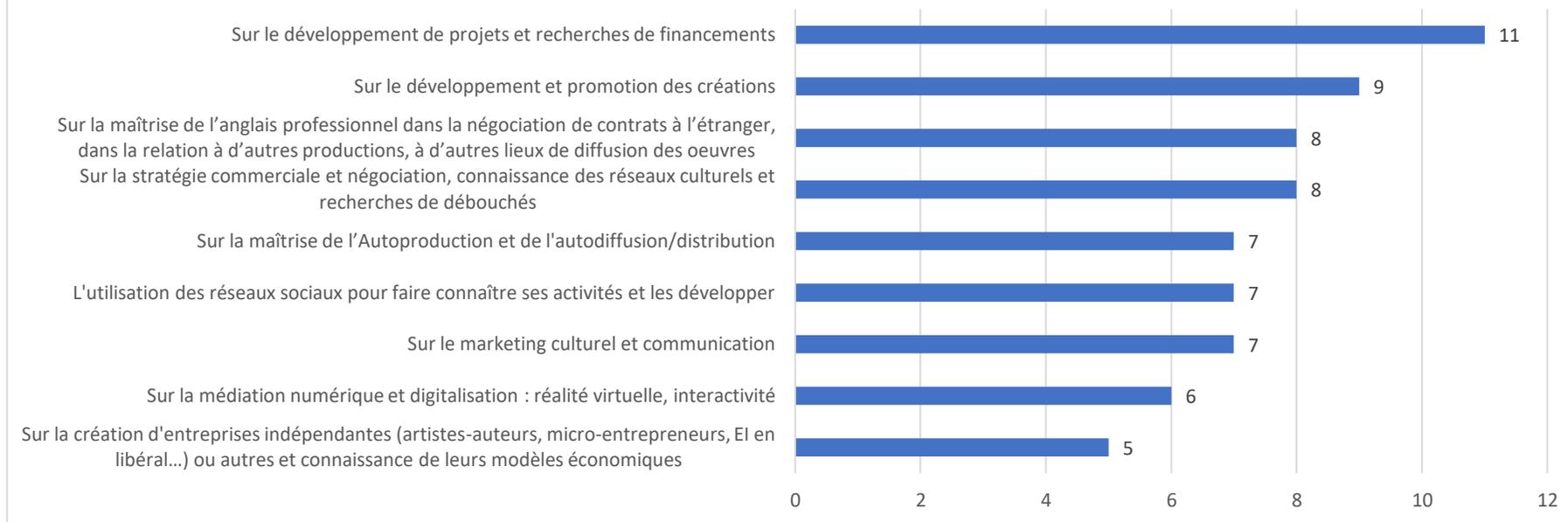
Différentes compétences citées	Je ne sais pas	J'ai des difficultés	Je me débrouille	Je suis à l'aise	Sans réponse
Sur la connaissance du cadre et des obligations légales relatives aux collaborations avec des artistes-auteur·rices	4	2	13	3	3
Sur la création d'entreprises indépendantes (artistes-auteurs, micro-entrepreneurs, EI en libéral...) ou autres et connaissance de leurs modèles économiques	11	5	4	1	4
Sur la Gestion de la pluriactivité	6	2	12	1	4
Sur la gestion-comptabilité de votre structure	8	4	8	3	2
Sur le développement et gestion de votre carrière artistique	3	4	10	4	4
Sur le développement et promotion des créations	4	9	7	3	2
Sur la stratégie commerciale et négociation, connaissance des réseaux culturels et recherches de débouchés	2	8	9	3	3
Sur la maîtrise de l'anglais professionnel dans la négociation de contrats à l'étranger, dans la relation à d'autres productions, à d'autres lieux de diffusion des œuvres	6	8	1	4	6
Sur le développement de projets et recherches de financements	1	11	9	1	3
Sur le marketing culturel et communication	2	7	12	0	4
L'utilisation des réseaux sociaux pour faire connaître ses activités et les développer	0	7	11	4	3
La captation vidéo et le livestream	8	4	8	1	4
Sur la transition écologique, égalité et inclusion, risques psychosociaux, protocoles sanitaires, attentats... chartes environnementale	4	1	12	2	6
Sur la maîtrise de l'Autoproduction et de l'autodiffusion/distribution	4	7	11	1	2

Différentes compétences citées	Je ne sais pas	J'ai des difficultés	Je me débrouille	Je suis à l'aise	Sans réponse
Sur la médiation culturelle tous secteurs confondus : adéquation de cette compétence à la réalité des pratiques et des besoins	6	2	7	4	6
Sur la médiation numérique et digitalisation : réalité virtuelle, interactivité	11	6	1	0	7
Sur le développement des actions d'Éducation Artistique et Culturelle : mise en œuvre des objectifs de l'état et des villes sur le label 100 % EAC	11	4	4	1	5
Sur le développement la fréquentation de son lieu de diffusion et création culturelle (faire revenir les publics)	8	2	7	0	8
Sur le maintien et le développement de son activité dans le contexte pandémie/post pandémie	4	2	13	1	5
Sur une esthétique en particulier	6	2	5	5	7

La colonne « sans réponse » comptabilise le nombre de répondants qui ne se sont pas positionnés sur cette compétence. La consigne était de ne pas répondre si les répondants ne se sentaient pas concernés par la compétence en question.

En rouge, sont surlignées les compétences pour lesquelles au moins 5 artistes et/ou technicien·nes sur les 25 répondants au questionnaire « artistes et technicien·nes » ont évoqué des difficultés.

### Les compétences pour lesquelles les artistes et technicien·nes répondant·es ont le plus de difficultés en nombre



Ne sont référencées dans ce graphique que les compétences pour lesquelles plus de 5 artistes ou technicien·nes sur les 25 répondants ont évoqué des difficultés.

Nous retrouvons certaines compétences évoquées par les structures répondantes au questionnaire « compagnies et structures

## 6 Conclusions et perspectives

Bien que le nombre des répondant·es à nos questionnaires ne soit pas assez conséquent pour extrapoler sans biais méthodologique ces constats à l'ensemble de la filière, cette première enquête dresse néanmoins un portrait de l'emploi et des besoins en formation dans les arts de la rue en région.

L'écosystème Centre-Val de Loire des arts de la rue est composé de près de  $\frac{3}{4}$  de petites compagnies associatives plutôt jeunes (moins de 10 ans d'existence), exerçant dans et hors région, principalement sur du théâtre de rue.

L'économie de cette filière reste très précaire avec :

- Un recours au CDDU très répandu, lorsque les structures emploient...
- Peu de recours à l'emploi permanent parmi les répondant·es.
- Peu de compagnies ou lieux labellisés ou conventionnés avec les pouvoirs publics (DRAC, Région, Communautés de communes...).
- Une mise en concurrence forte des compagnies compte-tenus du petit nombre de lieux de diffusions et festivals régionaux spécifiques aux arts de la rue.

Cette précarité, renforcée par la crise de la Covid 19, est couplée à une faible professionnalisation de la filière qui entraîne :

- des difficultés de recrutement, notamment sur deux fonctions essentielles, « leviers » de développement économique des compagnies :
  - L'administration (permettant de répondre aux exigences de suivi budgétaires indispensables à toutes demandes de financements publics) ;
  - La communication/diffusion (permettant la vente des spectacles et des lieux de diffusions et festivals).
- des besoins en formation forts sur ces deux activités :
  - recherche de financements : identifier les aides publiques, conventionner, montage de dossiers de financements...
  - développement et promotion de son activité pour trouver des débouchés.

Les tendances citées précédemment sur les questions d'emplois et de structuration de la filière sont assez proches des conclusions de [la dernière Observation Participative et Partagée nationale des adhérent·es de la fédération nationale des arts de la rue réalisée en 2022<sup>3</sup>](https://www.federationartsdelarue.org/sites/default/files/fichiers/paragraphes/telechargement-1108/opp2020web-light.pdf).

---

3

<https://www.federationartsdelarue.org/sites/default/files/fichiers/paragraphes/telechargement-1108/opp2020web-light.pdf>

L'emploi d'un·e salarié·e permanent·e conditionne souvent le développement des compagnies, particulièrement dans ces petites structures qui disposent de très peu de forces vives pour gérer les dimensions artistiques, administratives et techniques de leurs projets. Ces salarié·es se retrouvent par la suite à gérer de nombreuses activités auxquelles leur formation initiale ne les a pas préparé·es. De nombreuses compétences sont acquises sur le terrain.

L'analyse de ces besoins de compétences s'explique aussi par le fait que les structures sont créées et/ou portées par des artistes pour qui le marketing, la stratégie, la recherche de financements ou le livestream peuvent être des sujets fort éloignés de leur réalité de création et de diffusion.

Pourtant la maîtrise de ces sujets devient une garantie de développement des petites structures : la maîtrise de la communication, des réseaux sociaux, de la vidéo pour alimenter en contenus ces réseaux, la capacité de monter des projets permettant de diversifier le modèle économique... Ces sujets nécessitent des réponses concrètes et pratiques auprès des financeurs de la formation professionnelle (Opco, Région, Pôle Emploi) et des organismes de formation.

La montée en compétences autour des métiers et des compétences manquantes se heurte à la notion de temps disponible à dédier à de la formation. Et on peut se questionner aussi sur la réelle prise en compte de l'importance de la formation sur des sujets économiques et administratifs. La non maîtrise de certaines thématiques de façon récurrente depuis de nombreuses années pose deux questions : la disponibilité des personnes pour suivre des formations et la disponibilité de formations sur ces sujets en région.

Les réponses pourraient aussi être dans la mutualisation de certaines activités à travers des outils idoines (Groupement d'Employeurs par exemple) si les structures acceptent de jouer le jeu du partage de salarié·e autour de certaines activités vitales à temps partiel.

La question de l'attractivité de certains métiers se pose aussi, notamment dans un contexte post Covid où de nombreux·euses intermittent·es sont en démarche de reconversion professionnelle.

Il convient de considérer ce rapport comme un premier état des lieux régional regroupant des tendances à confirmer lors d'un travail d'étude plus approfondi et ambitieux, une fois la structuration de la fédération régionale consolidée.

Pour autant un premier outil collectif a pu être réalisé dans le cadre de ce travail ! L'ensemble des structures, artistes et technicien·nes identifié·es dans le cadre de cette enquête ont été répertorié·es dans [une cartographie régionale en ligne des acteur·rices des arts de la rue](https://cartographieartsdelaruecvl.gogocarto.fr/map#/carte/@47.68,1.57,7z?cat=all)<sup>4</sup>.

L'équipe de Métiers Culture

---

<sup>4</sup> <https://cartographieartsdelaruecvl.gogocarto.fr/map#/carte/@47.68,1.57,7z?cat=all>